

Convention-cadre de services (la « **Convention** ») conclue en date du [date] (la « **Date d'entrée en vigueur** »).

ENTRE: **TÉLÉFILM CANADA**, société d'État dûment constituée en vertu de la *Loi sur Téléfilm Canada*, telle que modifiée, ayant son siège social au [360, rue Saint-Jacques, 5^e étage, Montréal, Québec, H2Y 1P5], représentée par [nom, titre], dûment autorisé[e] à agir à titre de représentant[e] de la société aux fins des présentes ;

(« **Téléfilm** »)

ET: [NOM DE LA SOCIÉTÉ], société dûment constituée en vertu de la [titre de la loi constitutive de la société], ayant son siège social au [adresse municipale, ville, province, code postal, pays], représentée par [nom, titre], dûment autorisé[e] à agir à titre de représentant[e] de la société aux fins des présentes ;

(le « **Cocontractant** » et, collectivement avec Téléfilm, les « **Parties** »)

En contrepartie de leurs engagements respectifs, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Services

- 1.1. **Services.** Le Cocontractant s'engage à fournir et accomplir de façon diligente pour Téléfilm, selon les standards de l'industrie et à la satisfaction de Téléfilm, des services de « **indiquer le type de services principaux** », tels que plus amplement détaillés à l'annexe A des présentes, le cas échéant (les « **Services** »), pour la durée et les conditions stipulées dans cette Convention. Le fait que les Services soient rendus par « **nom de la personne qui rend les Services** » est une considération essentielle de la présente Convention. Toute telle personne ne pourra être remplacée par une autre sans le consentement préalable écrit de Téléfilm.
- 1.2. **Sous-traitance.** Le Cocontractant ne pourra pas engager de sous-traitants pour fournir les Services sans le consentement préalable écrit de Téléfilm. Si Téléfilm y consent, le Cocontractant devra néanmoins : (i) s'assurer que tout sous-traitant autorisé soit lié par un contrat de sous-traitance intégrant les modalités des présentes, qui s'appliqueront alors en tenant compte des adaptations nécessaires ; et (ii) demeurer responsable de la fourniture des Services du sous-traitant autorisé conformément à cette Convention.
- 1.3. **Code de conduite de Téléfilm Canada à l'intention de ses partenaires d'affaires.** Le Cocontractant déclare avoir lu et compris le [Code de conduite de Téléfilm Canada à l'intention de ses partenaires d'affaires](#), accepte d'être lié par ses dispositions et s'engage à le respecter.

2. Durée et résiliation

- 2.1. **Durée.** Sous réserve du paragraphe 2.2 des présentes, cette Convention entre en vigueur à la Date d'entrée en vigueur et prend fin le [date de fin]. Tout renouvellement de la Convention après l'expiration du terme devra être négocié par les Parties et constaté par écrit.
- 2.2. **Résiliation.** Nonobstant le paragraphe 2.1 des présentes, Téléfilm peut résilier cette Convention si l'un des événements suivants se produit :
 - a) si le Cocontractant ne remédie pas à un manquement à une obligation contractuelle prévue à cette Convention ou à toute autre entente intervenue avec Téléfilm, dans les [5] jours suivant la réception d'un avis écrit de Téléfilm à cet effet ;
 - b) sans avis ni délai, si le Cocontractant devient insolvable ou fait faillite, s'il restructure son entreprise au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), ou encore s'il prend des mesures (ou si des mesures sont prises contre lui) en vue de sa liquidation ou dissolution, ou si un séquestre ou un syndic est nommé à ses biens ;
 - c) sans avis ni délai, en cas de fraude, dol ou négligence grossière du Cocontractant ;

- d) sans avis ni délai, dans toute circonstance qui, à la seule discrétion de Téléfilm, pourrait porter atteinte à la réputation du Cocontractant et/ou de Téléfilm ; ou
- e) sans avis ni délai, si Téléfilm fait l'objet d'une fusion, d'un regroupement ou d'une dissolution ou si elle cesse autrement d'exister pour une raison quelconque.

En plus de ce qui précède et sans limiter les droits de Téléfilm de résilier cette Convention dans la plus grande mesure permise par la loi, Téléfilm pourra résilier cette Convention en tout ou en partie par avis écrit transmis au Cocontractant. Dans un tel cas, le Cocontractant devra respecter les exigences de l'avis de résiliation qu'il reçoit. Si cette Convention n'est que partiellement résiliée, le Cocontractant devra exécuter toute partie des Services qui ne sont pas visés par la résiliation. La résiliation entrera immédiatement en vigueur ou, le cas échéant, à la date mentionnée à l'avis de résiliation.

2.3. Conséquences d'une résiliation. Si Téléfilm résilie cette Convention conformément aux alinéas a), b), c) ou d) du paragraphe 2.2 des présentes, le Cocontractant sera responsable envers Téléfilm des pertes et des dommages subis par Téléfilm en raison du défaut ou de l'événement à l'origine de la résiliation.

En outre, en cas de résiliation de cette Convention: (i) le Cocontractant ne pourra revendiquer aucun dommage, aucune compensation, aucun manque à gagner, aucun intérêt et aucune indemnité découlant de la résiliation ; (ii) le Cocontractant convient de rembourser immédiatement à Téléfilm toute partie d'un paiement anticipé effectué par Téléfilm pour des Services que le Cocontractant n'aura pas encore rendus à la date de prise d'effet de la résiliation ; (iii) les obligations et les responsabilités de Téléfilm envers le Cocontractant se limiteront au montant dû au Cocontractant à la date de prise d'effet de la résiliation, sans autre compensation ; et (iv) les Parties continueront de respecter les droits et les obligations qui, en raison de leur nature, survivent à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention conformément au paragraphe 9.6 des présentes.

3. Coût des Services

3.1. Considération. En considération des Services rendus, Téléfilm s'engage à payer au Cocontractant un montant maximum total de « insérer montant », plus toutes taxes applicables, selon l'échéancier des travaux (l'« Échéancier ») prévu à l'annexe A des présentes. Chaque versement (ou le versement unique, le cas échéant), est payable par Téléfilm en conformité avec l'Échéancier, dans les 30 jours de la réception d'une facture détaillée à cet effet.

3.2. Dépenses. Téléfilm s'engage à payer la partie raisonnable et admissible des dépenses encourues par le Cocontractant pour les voyages hors du Montréal métropolitain effectués à la demande écrite de Téléfilm. Téléfilm sera responsable de coordonner les voyages d'affaires du Cocontractant y compris avion, hôtel et transport terrestre. Les dépenses seront remboursées sur la base des politiques et procédures en vigueur chez Téléfilm. Le Cocontractant devra fournir à Téléfilm une copie des factures relatives aux dépenses encourues et dont le remboursement est réclamé.

3.3. Paiement par dépôt direct. Le Cocontractant autorise Téléfilm à déposer tous les paiements dus en vertu de cette Convention par dépôt direct dans le compte bancaire du Cocontractant indiqué en annexe B et il reconnaît être seul responsable de l'exactitude des renseignements bancaires fournis à Téléfilm à ce sujet. Le Cocontractant garantit à Téléfilm qu'il est le bénéficiaire du compte bancaire indiqué en annexe B et il s'engage à aviser Téléfilm par écrit dans les plus brefs délais de tout changement à ces renseignements bancaires. Téléfilm ne sera pas responsable de tout retard, frais, perte ou inconvénient résultant de renseignements incomplets ou inexacts fournis par le Cocontractant. Une confirmation électronique sera envoyée par Téléfilm au Cocontractant à l'adresse courriel suivante afin de confirmer que le ou les paiements ont été effectués : [adresse courriel].

3.4. Cocontractant bénéficiaire. Tout paiement en vertu des présentes sera fait au Cocontractant à titre de « bénéficiaire ». Téléfilm ne sera pas tenue responsable de payer tout montant à des tiers. Le Cocontractant sera seul responsable du paiement de ses employés et, le cas échéant, de ses sous-traitants, agents, représentants et mandataires autorisés (collectivement, le « Personnel »). Le Cocontractant sera responsable

du paiement et de la remise des taxes, tarifs et droits de douane, y compris toutes retenues, toutes taxes à la valeur ajoutée, tous timbres, tous impôts sur le revenu et tous autres frais similaires imposés par une autorité gouvernementale à l'égard des Services rendus par le Cocontractant.

3.5. Aucun avantage. Ni le Cocontractant ni son Personnel ne peuvent réclamer à Téléfilm ou exiger de Téléfilm le paiement d'un avantage offert aux employés de Téléfilm, y compris, mais sans s'y limiter : un salaire, une indemnité de congé annuel, le paiement d'heures supplémentaires, un congé de maladie, un congé de maternité, de paternité ou parental, un préavis statutaire de fin d'emploi ou un paiement en tenant lieu, un préavis raisonnable de fin d'emploi ou un paiement en tenant lieu, une indemnité de départ, un régime d'assurance, d'invalidité, de retraite, de soins de santé ou de soins dentaires, une indemnité pour accident du travail ou tout autre avantage offert aux employés de Téléfilm.

4. Représentations et garanties

4.1. Le Cocontractant représente et garantit ce qui suit à Téléfilm :

- a) il est une société dûment constituée et existante en vertu de sa loi constitutive ;
- b) il est en conformité avec toutes les lois applicables qui régissent son existence ;
- c) il a le pouvoir et la capacité nécessaires pour, et a été dûment autorisé à, signer cette Convention ;
- d) la signature de cette Convention et l'exécution des obligations qui s'y rapportent ne violeront pas ses statuts constitutifs, ses règlements ou toute loi, contrat ou entente auxquels il est assujéti ou par lesquels il est lié ;
- e) il respecte, et il s'engage à continuer à respecter, toutes les lois, règlements, ordonnances, décrets ou autres instruments statutaires ayant force exécutoire qui affectent ou régissent le Cocontractant et les Services (collectivement, les « **Lois applicables** ») ;
- f) il a les qualifications, l'expertise, l'expérience, les ressources humaines (y compris le Personnel) et le matériel requis afin de fournir les Services conformément aux modalités de cette Convention ;
- g) il a mis en œuvre et il continuera de mettre en œuvre des systèmes d'assurance de la qualité et d'autres procédures d'exploitation standardisées pertinentes et il procédera à un contrôle continu de l'exécution des Services (y compris, le cas échéant, de toute partie des Services sous-traitée au Personnel) afin de confirmer que ces derniers respectent strictement les dispositions de cette Convention ;
- h) il détient tous les permis, licences et autorisations nécessaires pour fournir les Services, selon le cas ;
- i) il est en règle auprès des organismes réglementaires dans son domaine, selon le cas ;
- j) il a souscrit et conservera pendant toute la durée de cette Convention des polices d'assurance appropriées et valides, conformes aux normes de l'industrie, y compris une police d'assurance responsabilité civile générale et, si cela est pertinent à l'égard des Services, une police d'assurance responsabilité professionnelle erreurs et omissions ; et
- k) il n'est pas partie, ni ne participe, à une quelconque action ou procédure judiciaire en attente ou en cours, ni à une menace d'une quelconque action ou procédure judiciaire, devant une cour de justice, un tribunal ou toute autre autorité compétente, y compris, notamment, contre Téléfilm, le gouvernement du Canada et/ou tout autre organisme, agence et/ou société de compétence fédérale.

Le Cocontractant avisera Téléfilm dès que l'une des représentations ou garanties énoncées ci-dessus devient inexacte ou cesse d'être vraie, exacte ou applicable.

5. Indemnisation

- 5.1.** Le Cocontractant assume tous les risques et les responsabilités que comporte l'exécution des Services, dont la responsabilité à l'égard des actes et omissions de son Personnel, et il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter des dommages à Téléfilm ou à des tiers. À cet effet, le Cocontractant convient d'indemniser Téléfilm contre les réclamations, demandes, plaintes, poursuites, actions, motifs de poursuite ou responsabilités de tout ordre, pour tous dommages, pertes, coûts, blessures, dommages à la propriété, résultant des actes ou omissions du Cocontractant ou de son Personnel, en relation avec les Services, cette Convention, y compris les frais, dépenses, et honoraires légaux, judiciaires et extra-judiciaires engagés par Téléfilm.

6. Vérification et registres

- 6.1. Vérification.** Le Cocontractant s'engage et consent à ce que Téléfilm ait le droit, en tout temps pendant la durée de la Convention, et durant trois (3) ans après l'expiration ou la résiliation de cette Convention, d'examiner tous et chacun de ses livres, dossiers et autres documents relatifs aux Services, à cette Convention, au Cocontractant et/ou à toute entité juridique qui, de l'avis de Téléfilm, est une « partie apparentée » au Cocontractant au sens du Manuel de CPA Canada (tel que ce terme peut être modifié, complété ou remplacé de temps à autre et tel qu'il peut être adapté par Téléfilm), et d'en tirer ou recevoir des extraits ou de les faire vérifier par un vérificateur choisi par Téléfilm. Ce droit de vérification de Téléfilm sera exercé à la seule discrétion de Téléfilm, moyennant un préavis raisonnable au Cocontractant : (i) aux bureaux du Cocontractant ou autre endroit déterminé par Téléfilm après consultation avec le Cocontractant ; et/ou (ii) en recevant du Cocontractant à un bureau de Téléfilm les renseignements ou extraits de documents demandés par Téléfilm. Ni le paiement de Services par Téléfilm, ni l'expiration ou la résiliation de la Convention, ne peuvent limiter les droits de vérification de Téléfilm.

- 6.2. Registres.** Le Cocontractant conservera des exemplaires des données recueillies et des registres créés dans le cadre de l'exécution des Services, ainsi que des documents essentiels à l'évaluation de la prestation des Services. À la date d'expiration ou de résiliation de cette Convention, le Cocontractant avisera Téléfilm de son intention de détruire ou d'effacer ces renseignements, registres et autres documents. Le Cocontractant ne procédera à aucune telle destruction ou effacement avant d'y être autorisé par écrit par Téléfilm.

7. Droits de propriété

- 7.1. Droits de propriété et cession de droits.** En considération de la contrepartie prévue à l'article 3 ci-dessus, le Cocontractant, ses employés, agents, représentants et mandataires cèdent par les présentes et acceptent de céder à Téléfilm tous les droits, titres et intérêts qu'ils détiennent ou pourraient détenir dans les livrables fournis à Téléfilm conformément à la présente Convention, y compris, mais sans s'y limiter, tous les rapports, présentations ou documents (les « Livrables »). Le Cocontractant s'engage à signer, et à faire signer ses associés, employés, représentants ou mandataires, le cas échéant, sur demande de Téléfilm, tout document jugé nécessaire par Téléfilm pour l'établissement du droit de propriété.

Nonobstant ce qui précède, le Contractant conserve tous les droits (y compris, le cas échéant, les droits d'auteur) sur : (i) toutes les méthodologies, le savoir-faire, les connaissances, les applications et les logiciels (sauf dans la mesure où ces applications et logiciels sont identifiés comme des Livrables) développés par le Contractant avant ou pendant l'exécution des Services ; (ii) tous les livrables intermédiaires et provisoires ; et (iii) les éléments généraux de style, de conception, de dessin et de graphisme et le contenu d'application générale inclus dans les Livrables non spécifiques à Téléfilm ou aux Services (les éléments énumérés en (i), (ii) et (iii) sont collectivement appelés la " Propriété du Cocontractant ").

Dans la mesure où une Propriété du Cocontractant est contenue dans l'un des Livrables, le Cocontractant accorde par les présentes à Téléfilm une licence libre de redevances, libérée, non exclusive, mondiale, perpétuelle et irrévocable d'utiliser cette Propriété du Cocontractant à des fins commerciales.

Pour plus de clarté, les droits accordés à Téléfilm par le Cocontractant dans les présentes incluent le droit pour Téléfilm d'utiliser, de reproduire, de publier ou de communiquer, en tout ou en partie, par tout moyen et dans tout média que ce soit, les Livrables ou des extraits de ceux-ci.

En outre, le Contractant autorise irrévocablement Téléfilm à faire référence au Contractant en tant qu'entité ayant réalisé les Services et/ou en tant qu'auteur des Livrables dans toutes communications et documents publics.

- 7.2. Propriété intellectuelle de Téléfilm.** Le Cocontractant ne détient pas et ne détiendra pas, que ce soit en raison de cette Convention ou de l'exécution de Services, de droit implicite ou explicite à l'égard de tout brevet, droit d'auteur, marque de commerce ou secret industriel appartenant à Téléfilm (collectivement, la « **Propriété intellectuelle de Téléfilm** »). L'utilisation non autorisée de la Propriété intellectuelle de Téléfilm par le Cocontractant pourra donner lieu à des poursuites.

8. Confidentialité, protection et divulgation des renseignements

- 8.1. Information confidentielle.** Le Cocontractant reconnaît que, dans le cadre de cette Convention, certaines informations confidentielles relativement aux opérations et aux affaires de Téléfilm et de ses clients pourraient lui être communiquées. Toute information verbale, écrite, imprimée, graphique, informatique ou présentée sous quelque forme ou quelque support que ce soit, qu'elle soit sous forme de projet ou dans sa forme finale, qu'elle soit identifiée ou non comme étant confidentielle, qui est fournie au Cocontractant, ou à laquelle le Cocontractant a accès, constitue de l'information confidentielle (collectivement, l'« **Information confidentielle** ») et demeure la propriété exclusive de Téléfilm ou de ses clients, le cas échéant.

Par conséquent, le Cocontractant s'engage à restreindre son utilisation des Informations confidentielles à ce qui est strictement requis afin de fournir les Services. Le Cocontractant s'engage également à ce qu'aucune Information confidentielle ne soit divulguée à quelque personne, entreprise ou société que ce soit en tout temps pendant et après le terme de cette Convention sans l'autorisation préalable écrite de Téléfilm. De plus, le Cocontractant s'engage à ne pas utiliser les Informations confidentielles à son propre profit, ni permettre à quiconque d'utiliser les Informations confidentielles en tout temps pendant et après le terme de cette Convention. Le Cocontractant ne doit pas non plus permettre la reproduction, sous aucune forme, d'une partie ou de la totalité des Informations confidentielles sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de Téléfilm, et prendre toutes les mesures appropriées afin que les informations demeurent confidentielles. Le Cocontractant s'engage à lier par écrit son Personnel impliqué dans l'accomplissement des Services aux présentes obligations de confidentialité.

Le Cocontractant reconnaît que la divulgation d'Information confidentielle peut causer un tort considérable et des dommages irréparables à Téléfilm, et que des dommages-intérêts monétaires peuvent ne pas constituer un recours suffisant à l'égard d'une telle violation. Téléfilm a en conséquence, outre tout autre recours disponible, le droit d'obtenir un redressement de la situation par voie d'injonction ou autre redressement équitable dans les circonstances, sans preuve de dommages actuels.

Le Cocontractant convient également d'aviser immédiatement Téléfilm par écrit lorsque la divulgation d'une Information confidentielle est requise en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance émise par une cour ou par un autre organisme réglementaire ou judiciaire compétent. Dans un tel cas, le Cocontractant convient de collaborer avec Téléfilm afin de lui permettre de s'opposer à la divulgation, en tout ou en partie, et/ou de prendre toute mesure nécessaire afin de restreindre la divulgation de quelque manière que ce soit.

Le Cocontractant reconnaît être responsable de l'Information confidentielle, des livres, du matériel, des rapports, des rapports informatiques, des factures, des listes des clients, de tout document énonçant les noms et adresses des clients, de même que de l'équipement appartenant à Téléfilm et que le Cocontractant peut avoir en sa possession en raison de cette Convention.

À la terminaison ou résiliation de la présente Convention, le Cocontractant s'engage à remettre immédiatement à Téléfilm toute Information confidentielle, matériel, livre, rapport, rapport informatique,

facture, liste de clients ou autre document, de même que toute copie, sur quelque support que ce soit, appartenant à Téléfilm que le Cocontractant peut avoir en sa possession en raison de cette Convention, le cas échéant, et/ou, à la demande de Téléfilm à tout moment, de détruire l'Information confidentielle qui lui a été communiquée.

8.2. Accès à l'information et protection des renseignements personnels. Cette Convention et tout autre renseignement, quelle qu'en soit la forme, fourni, obtenu, créé ou communiqué par le Cocontractant à Téléfilm sont assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* (Canada) et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Canada). Le Cocontractant reconnaît que Téléfilm est tenue de traiter ces renseignements, ainsi que toute information confidentielle, conformément aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Cocontractant convient de respecter toute exigence établie par Téléfilm qui est requise afin d'assurer le respect par Téléfilm de ses obligations en vertu de ces lois et de toute autre législation applicable, en vigueur de temps à autre.

8.3. Partage de renseignements. Le Cocontractant autorise Téléfilm à discuter et à divulguer tout renseignement concernant un aspect quelconque de cette Convention, des Services, ou le Cocontractant lui-même, avec un tiers ayant un lien avec cette Convention, les Services ou le Cocontractant (selon la seule opinion de Téléfilm), y compris, mais sans s'y limiter, des vérificateurs et conseillers juridiques, le Fonds des médias du Canada, le ministère du Patrimoine canadien et d'autres organismes gouvernementaux (collectivement, les « **Entités** »). Le Cocontractant autorise également ces Entités à discuter et à divulguer à Téléfilm tout renseignement concernant un aspect quelconque de ce qui précède.

8.4. Divulgaration Web. Le Cocontractant consent et autorise Téléfilm à divulguer certains éléments de cette Convention sur son site Web, au besoin, y compris le nom du Cocontractant, la nature des Services, le montant total de la contrepartie et la durée de cette Convention.

9. Conditions générales

9.1. Conflits d'intérêts. Le Cocontractant s'engage à divulguer sans délai à Téléfilm toute situation ou tout événement ayant pour effet de le placer directement ou indirectement dans une situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent avec Téléfilm ou un client de Téléfilm.

9.2. Politiques de Téléfilm. Le Cocontractant s'engage à observer et à respecter les politiques, principes directeurs, règles et procédures internes de Téléfilm applicables dans le cadre de la prestation de Services. Si le Cocontractant doit travailler dans les locaux de Téléfilm, le Cocontractant s'engage expressément à observer la *Politique sur la santé et la sécurité au travail*, la *Politique sur le respect en milieu de travail : prévenir et régler le harcèlement et la violence* et toutes autres règles en matière de santé et de sécurité exigées par Téléfilm de temps à autre ; étant entendu que le Cocontractant et son Personnel n'auront pas droit aux avantages et aux indemnités prévus à la *Politique sur la santé et la sécurité au travail*, qui sont réservés exclusivement aux employés de Téléfilm.

9.3. Obligation d'informer. Le Cocontractant s'engage à aviser immédiatement Téléfilm par écrit lors de la découverte d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisée d'une Information confidentielle, de la possible violation d'une disposition de cette Convention ou si des procédures en faillite ou insolvabilité sont intentées par ou contre le Cocontractant. Dans de tels cas, le Cocontractant s'engage à prendre toutes les mesures requises afin de reprendre contrôle et possession de toute Information confidentielle et d'empêcher d'autres utilisations ou divulgations non autorisées dans le futur.

9.4. Délais de rigueur. Les délais sont de rigueur dans le cadre de cette Convention.

9.5. Avis. Toute communication au Cocontractant concernant cette Convention pourra être transmise à l'adresse postale du Cocontractant mentionnée à la première page de cette Convention, à l'adresse courriel mentionnée à l'article 3 de cette Convention ou à toute autre adresse courriel utilisée par le Cocontractant de temps à autre afin de communiquer avec Téléfilm. Toute communication effectuée par des moyens

électroniques est considérée comme remise le jour de sa transmission si cela se produit pendant les heures normales d'ouverture ou le jour ouvrable suivant si ce n'est pas le cas.

Tout avis ou demande de nature juridique adressé à Téléfilm devra être par écrit et transmis par courriel à l'adresse suivante : legal@telefilm.ca.

- 9.6. Survie.** Les dispositions de cette Convention prévues aux articles 5 (Indemnisation), 6 (Vérification et registres), 7 (Droits de propriété), 8 (Confidentialité, protection et divulgation de renseignements) et aux paragraphes 9.5 (Avis), 9.7 (Entente intégrale), 9.8 (Aucune exclusivité), 9.12 (Cession), 9.13 (Amendement) et 9.17 (Lois), ainsi que tout autre droit ou obligation des Parties à cette Convention qui, en raison de sa nature, devrait survivre à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention, survivra à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention, selon le cas.
- 9.7. Entente intégrale.** Une fois signé par les Parties, cette Convention, incluant ses annexes, constituera l'entente intégrale intervenue entre Téléfilm et le Cocontractant à l'égard des Services qui y sont mentionnés.
- 9.8. Aucune exclusivité.** Par souci de clarté, aucune disposition de cette Convention ne sera interprétée de manière à empêcher Téléfilm à elle-même rendre ou à obtenir des services d'autres fournisseurs qui sont semblables ou identiques aux Services.
- 9.9. Entrepreneur indépendant.** Cette Convention ne saurait constituer ni être réputée constituer une relation de mandataire, d'associé ou d'employé entre les Parties, chacun agissant à titre d'entrepreneur indépendant. Le Cocontractant doit être le seul responsable de la manière et de la façon dont les Services sont exécutés. Pour plus de clarté, le Cocontractant n'a pas le pouvoir d'engager, ou d'agir pour ou au nom de, Téléfilm, ni de lier Téléfilm à l'égard d'une obligation ou responsabilité.
- 9.10. Droits cumulatifs.** Tous les droits et les recours de Téléfilm prévus à cette Convention sont cumulatifs et ne s'excluent pas l'un l'autre, et l'exercice par Téléfilm d'un droit ou d'un recours ne l'empêche pas d'en exercer d'autres qui existent ou qui pourraient exister en vertu de la loi, d'une autre entente entre les Parties ou autrement.
- 9.11. Non-renonciation.** Le fait que Téléfilm n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'un quelconque des engagements ou obligations contenus dans cette Convention ou n'ait pas exercé l'un de ses droits conférés par cette Convention ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à ce droit ou à la pleine exécution de cet engagement ou obligation. Toute renonciation par Téléfilm n'a d'effet que lorsqu'établie par écrit et cette renonciation n'est imputable qu'aux droits et circonstances expressément visés par cette renonciation.
- 9.12. Cession.** Le Cocontractant ne peut céder à quiconque ses droits et obligations en vertu de cette Convention ni déléguer l'exécution d'aucune des tâches qui y sont prévues sans le consentement préalable écrit de Téléfilm.
- 9.13. Amendement.** Cette Convention pourra seulement être amendée, changée ou modifiée par une entente écrite signée par les Parties.
- 9.14. Divisibilité.** La nullité d'une disposition ou d'une partie de disposition de cette Convention n'aura pas pour effet d'annuler leurs autres dispositions ou parties de dispositions, qui demeureront en vigueur, en tout ou en partie.
- 9.15. Exécution additionnelle.** Les Parties conviennent de faire et de signer ou de s'assurer que soient faits et signés, de temps à autre, tout autre acte, document, écrit ou chose que Téléfilm peut raisonnablement demander afin de donner effet à cette Convention.
- 9.16. Exemplaires.** Cette Convention pourra être signée par les Parties par le biais d'exemplaires distincts, chaque exemplaire ainsi signé étant considéré comme un original et tous les exemplaires étant ensemble considérés

comme un seul et même instrument. La remise d'une copie signée d'une page de signature de cette Convention par voie électronique sera aussi valide que la remise d'un exemplaire de cette Convention signé manuellement, selon le cas, et liera les Parties.

9.17. Lois. Cette Convention sera régie et interprétée conformément aux lois de la province de Québec et aux lois fédérales du Canada qui s'y appliquent, et les tribunaux de la province de Québec ont juridiction exclusive pour régler tout différend entre les Parties.

(Signatures page suivante)

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé cette Convention à la date indiquée au début des présentes.

TÉLÉFILM CANADA

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

Et par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

[NOM DE LA SOCIÉTÉ]

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

INTERVENTION

Aux présentes intervient [Nom de la personne physique rendant les Services] (l'« **Intervenant** ») qui déclare avoir lu cette Convention et en avoir compris la nature et l'étendue, et qui s'engage à respecter les modalités et les obligations qui y sont prévues, y compris, notamment, les obligations concernant la confidentialité et l'indemnisation. L'Intervenant cède par les présentes et s'engage à céder à Téléfilm tous les droits, titres et intérêts qu'il ou elle détient ou pourrait détenir à l'égard des Services et du travail effectué, et s'engage à signer, à la demande de Téléfilm, tout document considéré comme nécessaire par Téléfilm pour l'établissement des droits de propriété.

Signée le [date]

Par :

Nom : [Nom de la personne physique rendant les Services]
Titre : [Titre de la personne physique rendant les Services]

ANNEXE A DESCRIPTION DES SERVICES

Dans le cadre de l'octroi des Services par le Cocontractant, ce dernier a notamment les tâches et responsabilités suivantes:

« à compléter »

Le Cocontractant s'engage à respecter le calendrier suivant d'exécution, en respectant le terme de la présente Convention:

« à compléter, s'il n'y a pas de calendrier d'exécution, écrire NIL »

CONSIDÉRATION

[à compléter, ajouter des lignes si nécessaire]

AVANCEMENT DES TRAVAUX ET/OU LIVRABLES [si payable selon l'avancement des travaux, indiquer les dates; si payable selon les livrables, insérer une brève description des livrables et les dates]		MONTANT DES VERSEMENTS (payable en conformité avec la clause 3.1) [si montants prédéterminés les spécifier, sinon, mentionner facture à l'appui]
Description [écrire N/A si non applicable]	Date	
Montant [maximum] total:		« insérer montant total qui doit correspondre avec la clause 3.1 »
* En aucun temps la considération totale des Services ne peut dépasser le montant total, à moins d'entente écrite expresse à cet effet entre les parties.		

ANNEXE B
RENSEIGNEMENTS BANCAIRES POUR DÉPÔT DIRECT

Nom de l'institution bancaire

Nom ou adresse de la succursale

X	X	X
---	---	---

--	--	--	--	--

N° de la succursale

--	--	--

N° de
l'institution

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° de compte